

Conjoncture agricole

Une évolution mitigée des marchés en élevage selon les productions. Un contexte toujours difficile pour certaines productions végétales spécialisées. Un secteur agricole globalement toujours soumis aux aléas climatiques et sanitaires, économiques et géopolitiques. Par ses multiples effets sur l'activité économique notamment la demande, l'organisation logistique..., le coronavirus perturbera les marchés agricoles.

En grandes cultures, les marchés des céréales subissent la pression de la panique baissière qui s'est emparée des places financières. Les coûts des intrants poursuivent leur hausse.

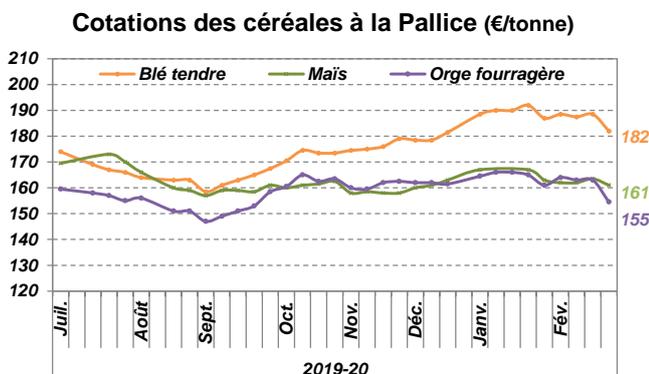
En lait de vache, le marché est mieux orienté mais les conséquences du coronavirus inquiètent. La production de lait de chèvre a été perturbée par le climat en 2019 et les importations sont en repli. En viande bovine, les prix sont décevants malgré le recul de la production nationale. En production ovine, la vigilance est de mise à l'approche des fêtes de Pâques. Le marché du porc devrait se maintenir à de bons niveaux. Enfin, le solde commercial français de volailles continue de se dégrader.

Dans le domaine du végétal spécialisé, le marché de la pomme de table est contrasté selon les destinations et les variétés. Le bilan de l'année est mitigé en horticulture, mais bon en pépinière. Les conditions météorologiques et le contexte concurrentiel pèsent sur le marché de certains légumes. En viticulture, les volumes de vendange 2019 sont confirmés en nette baisse.

Grandes cultures : panique baissière sur les marchés

Céréales : une demande porteuse en blé, un marché plus lourd en orge et maïs

Depuis une semaine, les marchés céréaliers se trouvent pris dans la panique qui s'est emparée des milieux économiques mondiaux suite à la propagation de l'épidémie de coronavirus et ont vu les cours se déprécier fortement.



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.
PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire Source : La Dépêche

D'un point de vue fondamental cependant, la demande internationale de blé est vigoureuse et les blés européens et notamment français, soutenus par un euro faible sont compétitifs. Alors que les principaux pays exportateurs devraient démarrer la

prochaine campagne avec des stocks en recul de près de 6 %, le CIC prévoit un record de production mondiale à 769 Mt en 2020. Il confirme les informations optimistes, tempérant la hausse des cours, qui parviennent au sujet des cultures des régions de la mer Noire et d'Europe de l'Est.

A l'ouest en revanche, les conditions très humides entraînent une réduction des surfaces de blé d'hiver au Royaume-Uni et en France où la part des cultures dans de bonnes à très bonnes conditions se dégrade. Notre région figure parmi les plus touchées par cet excès d'humidité et n'affiche une bonne notation que pour seulement 38 % des blés d'hiver.

En orge, la demande a été récemment ravivée par des pays méditerranéens mais le manque de présence aux achats de la Chine, pour cause de fièvre porcine africaine et de coronavirus, et, dans une moindre mesure de l'Arabie saoudite, maintient les cours sous pression. Les stocks européen et français sont annoncés en hausse sensible.

En maïs, les exportations du Brésil et d'Ukraine vers l'UE sont en baisse. Mais les cours sont contenus par les difficultés des Etats-Unis à exporter, la perspective d'une hausse significative des surfaces américaines et une récolte brésilienne qui pourrait avoisiner le record de l'année dernière.

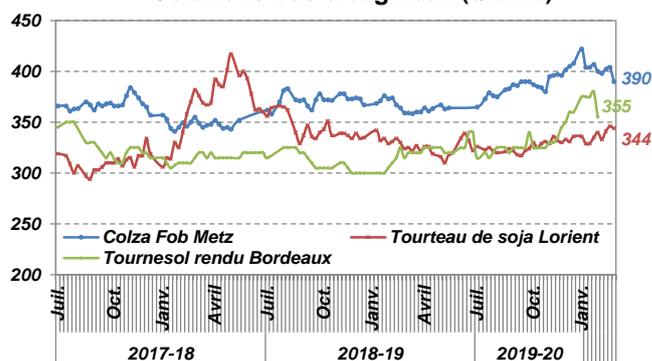
Oléagineux : tension du bilan européen

Le secteur des oléagineux est particulièrement touché par la panique baissière qui s'est emparée des marchés à cause de la propagation du coronavirus.

Il est davantage exposé que les céréales en raison (entre autres) de la dépendance de la Chine aux importations d'oléagineux.

En filigrane de cette pression baissière de court terme, les éléments de tension sont toujours perceptibles. Le bilan européen 2019/20 du colza demeure très tendu et dépendant des importations pour s'équilibrer. La prochaine campagne 2020/21 s'annonce également très tendue en Europe en raison de la faiblesse des surfaces ensemencées.

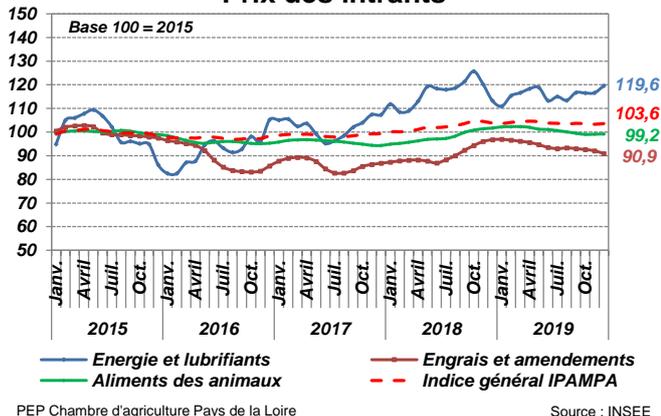
Cotations des oléagineux (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.
PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire
Source : La Dépêche

Intrants : des prix en hausse de 1,5 % sur un an en Pays de la Loire

Prix des intrants



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : INSEE

Cette hausse moyenne de 1,5 % du prix des biens et services de consommation courante (en moyenne cumulée sur douze mois), résulte principalement du renchérissement des engrais et de l'aliment du bétail.

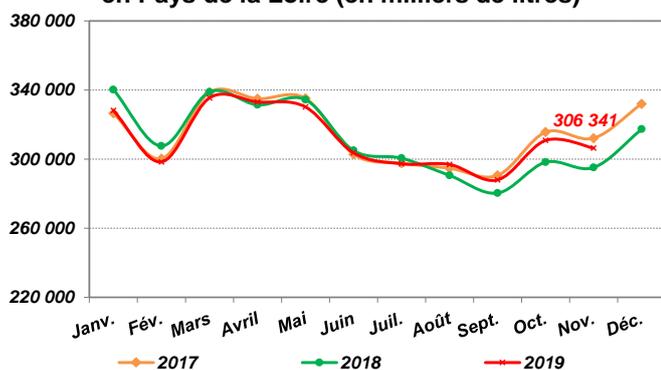
Le prix des engrais progresse ainsi de 4,1 % et celui de l'aliment du bétail de 2,8 %. Cette dernière augmentation concerne surtout le prix des céréales (+4,1 %), alors que le prix du tourteau de soja diminue de 5,3 %.

Les biens et services ainsi que les frais généraux voient leurs coûts augmenter de l'ordre de 1,7 %. Le prix des produits de protection des cultures s'est au contraire contracté de 5,6 %.

Le poste « énergie et lubrifiants » enregistre quant à lui un léger fléchissement de ses prix en moyenne cumulée (-0,5 %), comparativement à l'année 2018, qui avait connu de fortes fluctuations sur ce poste.

Lait de vache : des marchés bien orientés, mais des inquiétudes liées au coronavirus

Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (en milliers de litres)



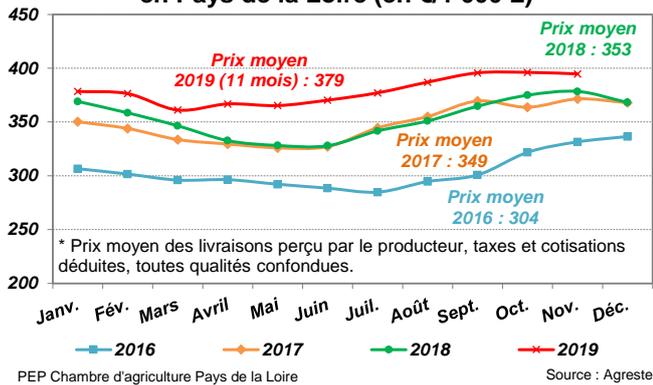
PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste

L'automne doux et humide a permis une reprise de la production herbagère après la sécheresse estivale, d'où une stabilité de la production laitière régionale sur un an, qui s'observe également au plan national. En Europe, la production laitière enregistre une croissance modérée de 0,7 % entre 2018 et 2019, avec des évolutions contrastées entre pays : progression en Irlande, au Royaume-Uni et en Pologne, stabilité en Allemagne, baisse aux Pays-Bas.

Au plan mondial, l'offre est restée contenue dans les grands bassins exportateurs : faible progression aux USA (+0,3 %), recul de 1 % en Nouvelle-Zélande, poursuite du repli consécutif à la sécheresse persistante en Australie (-13 % en quatre ans). Dans un contexte de demande internationale dynamique jusqu'en fin d'année, les marchés des produits laitiers ont été bien orientés.

Evolution mensuelle du prix* du lait en Pays de la Loire (en €/1 000 L)



Ce contexte favorable s'est traduit par une bonne tenue des prix payés aux producteurs, avec un prix

moyen de 379 € / 1 000 litres sur onze mois en Pays de la Loire (en hausse de 7 % sur 2018).

Le marché de la production biologique a continué à se développer sur la région en 2019 (volume en progression de 17 %). Le lait de vache biologique représente aujourd'hui 5,3 % de la production régionale.

A court terme, l'épidémie de coronavirus suscite des inquiétudes pour le marché laitier, car elle affecte fortement la consommation chinoise (en particulier dans l'hôtellerie restauration) et provoque des problèmes d'accès aux zones portuaires. On observe déjà un ralentissement des exportations françaises vers la Chine, avec des problèmes de containers bloqués dans les ports. Un premier impact se dessine également sur les cotations, avec une baisse des enchères sur la plateforme néo-zélandaise Global Dairy Trade (-5 % début février).

Lait de chèvre : une année 2019 perturbée par le climat et des importations en repli

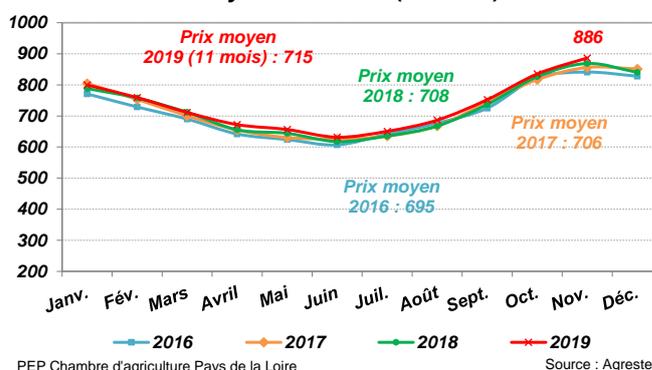
Malgré une hausse du cheptel caprin, la collecte française a reculé sur le premier semestre 2019, le climat ayant joué l'élément perturbateur. Les laiteries ont donc dû faire face à un repli des livraisons auquel s'est ajouté un retrait des importations (tuberculose en Espagne, notre principal fournisseur). Toutefois, sur le second semestre, la collecte est repartie à la hausse et a dépassé son niveau de 2018 (+1,3 % en 2019/18).

Les importations se sont redressées aussi depuis octobre. C'est néanmoins un repli de 38 % des importations qui est enregistré en 2019 comparé à 2018. Face au manque de disponibilités, les laiteries ont choisi de pourvoir le marché français en croissance et de diminuer les exportations qui ont cependant repris en fin d'année. Les achats des ménages en fromages de chèvre ont été très dynamiques : +4 % sur les onze premiers mois de 2019. En lait de chèvre biologique la demande reste forte. Les ventes de fromages de chèvre biologiques ont augmenté de plus de 20 % en 2019. La collecte, quant à elle, atteint 17 millions de litres en progression de 60 % comparé à 2018.

Avec 97,4 millions de litres, les Pays de la Loire se démarquent des autres régions par une collecte en hausse de 4,8 % sur l'année 2019. La Vendée, premier département producteur caprin, a connu en 2019 un dynamisme un peu moindre comparé aux

autres départements de la région. Près de 5 millions de litres de lait de chèvre biologique ont été collectés dans la région en 2019, collecte multipliée par 4 depuis 2015.

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (€/1 000 L)

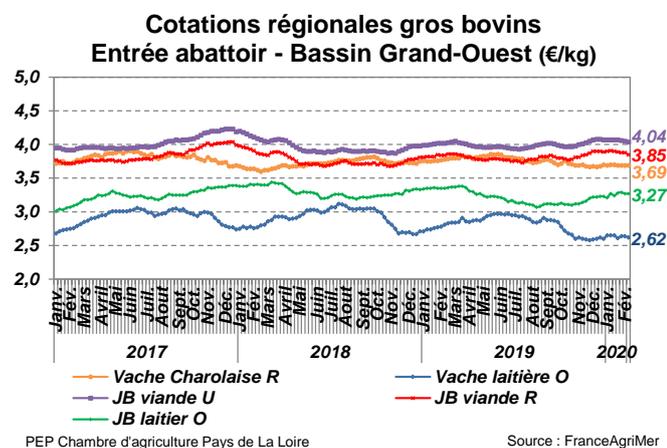


Les prix producteur ont progressé (+2,5 % en 2019) mais les charges ont augmenté d'autant.

Sur le début d'année 2020, la collecte et les importations devraient continuer à progresser et ainsi satisfaire les besoins des laiteries et reconstituer les stocks. Malgré des signaux de marché positifs, le renouvellement des éleveurs est difficile et reste une préoccupation majeure pour la filière.

Viande bovine : vers une nouvelle baisse de la production française en 2020

La poursuite de la réduction des cheptels allaitant et laitier en 2020 se traduira par une nouvelle baisse de la production de viande bovine française de l'ordre de 2,5 % d'après les premières estimations de FranceAgriMer. Le marché européen de la viande bovine est par ailleurs globalement morose.



La remontée saisonnière des cours des jeunes bovins allaitants a pris fin précocement début février malgré la poursuite du recul des abattages, tant en type allaitant (-7 % sur les cinq premières semaines de 2020) qu'en type laitier (-13 %). Après s'être stabilisé à 4,07 €/kg de fin décembre à fin janvier, le cours du jeune bovin de race allaitante U a reculé à 4,04 €/kg en semaine 7, soit 2 centimes au-dessus de son niveau de 2019 (4,04 €/kg). Le cours du jeune bovin laitier O poursuit par contre sa hausse depuis le

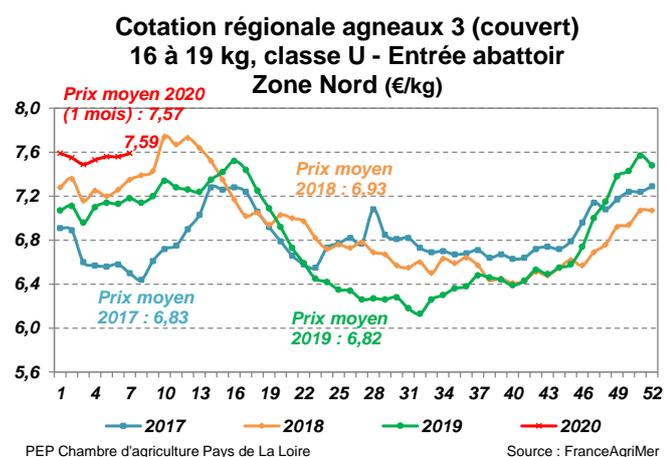
début de l'année pour s'établir à 3,27 €/kg. Sur les onze premiers mois de 2019, les exportations ont reculé vers les destinations principales : l'Italie (-8 %), l'Allemagne (-7 %) et la Grèce (-2 %).

Les prix des réformes laitières continuent de s'éroder malgré le recul des abattages. Ils s'établissent à 2,62 €/kg contre 2,65 €/kg en début d'année. Ceux des vaches allaitantes se stabilisent à 3,69 €/kg depuis près de quatre mois. La poursuite de la décapitalisation des cheptels pourrait limiter les abattages au cours de l'année.

L'effectif de vaches allaitantes recule de près de 4,5 % en Pays de la Loire en 2019 contre 2,4 % à l'échelle nationale. Sur les onze premiers mois de 2019, les importations françaises de viande bovine ont progressé de 1 % par rapport à 2018 et de 5 % par rapport à 2017. La consommation française de viande bovine, calculée par bilan sur les onze premiers mois de 2019, s'établit à un niveau intermédiaire entre 2017 (+1 %) et 2018 (-1,1 %).

Depuis le début de l'année, les cours du maigre sont en baisse par rapport à 2019. Le recul de l'offre pourrait soutenir les prix, mais sans grand impact saisonnier compte tenu de la morosité du marché du jeune bovin. Les exportations devraient également reculer dans les mois à venir. Les cours des veaux de boucherie sont soutenus par le recul de la production. La baisse des mises en place contribue à la stabilité du marché.

Viande ovine : cours de l'agneau soutenu en ce début d'année mais prudence de la profession à l'approche des fêtes de Pâques

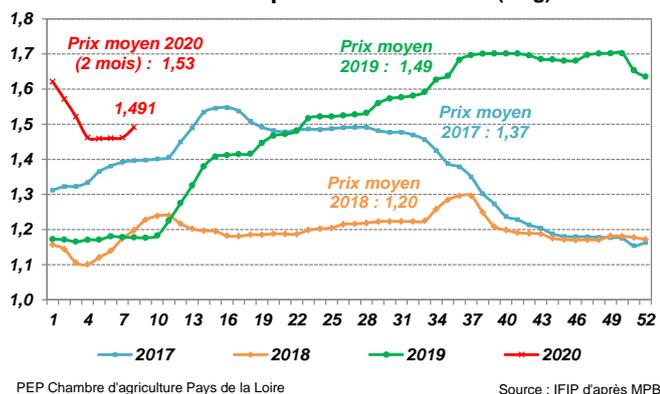


Le cours de l'agneau s'établit à un niveau supérieur à celui des années précédentes (7,59 €/kg en classe U), soutenu par le repli à la fois de la production nationale et des importations selon l'Idèle. La production française recule en décembre dernier par rapport à 2018 (-6 % pour les réformes et -3 % pour les agneaux). Sur l'ensemble de l'année 2019, la

production n'a que très légèrement baissé (-0,5 % : recul des réformes de 4 % et stabilisation des agneaux). Alors qu'elles étaient en recul depuis juillet, les importations françaises de viande ovine ont à nouveau progressé en décembre dernier (+3 % / 2018). Cette progression traduit la hausse sensible de l'origine néo-zélandaise (+11 %), mais également irlandaise et espagnole, alors que les importations en provenance du Royaume-Uni reculent. Tout en s'inscrivant dans une tendance baissière des importations en raison des moindres disponibilités européenne et pays tiers, les flux seraient similaires en ce début d'année (hausse Nouvelle-Zélande et baisse Royaume-Uni). La consommation française calculée par bilan est par ailleurs restée stable en 2019. La profession reste vigilante sur le comportement des opérateurs en recherche de volume qui vont faire venir des agneaux des zones laitières, au risque de déstabiliser le marché et faire pression sur les prix au moment où les agneaux ligériens vont sortir en plus grand nombre.

Viande porcine : un prix du porc en hausse en 2019 dans un marché perturbé par la FPA

Cotations du porc cadran breton (€/kg)



1,49 €/kg : c'est la cotation moyenne du porc en France en 2019, en progression de 30 cts comparé à 2018. L'année 2019 a été marquée par la propagation de la Fièvre Porcine Africaine (FPA) en Chine et dans de nombreux pays asiatiques. Cette épidémie a lourdement affecté la production chinoise (chute probable de plus de 40 % en 2019). Les besoins de la Chine sont devenus considérables créant une forte demande sur le marché mondial. Les exportations européennes ont ainsi progressé de 20,2 % et de 78,1 % spécifiquement vers la Chine. La France a aussi profité de cette euphorie sur les marchés. Les

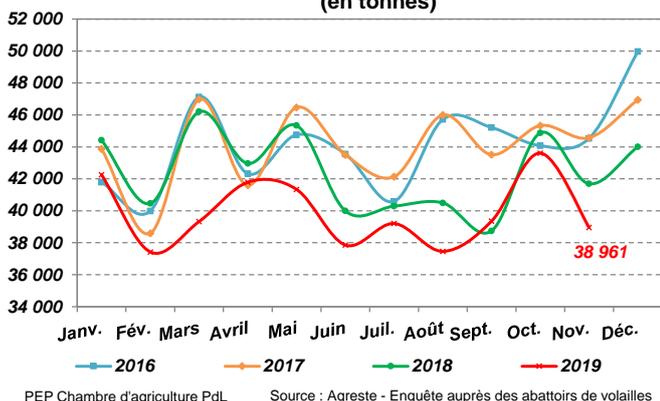
exportations françaises ont augmenté de 4,8 % sur onze mois 2019 et de +85 % vers la Chine, quand les importations reculaient de 2 %. Les abattages porcins en France ont légèrement augmenté (+0,73 % en 2019) alors qu'ils ont baissé dans les autres bassins européens de production (-4,1 % en Allemagne, -5,2 % au Danemark), excepté en Espagne où la croissance perdure.

Les achats des ménages français ont poursuivi leur repli, entamé déjà depuis plusieurs années, tant en viande fraîche (-5,8 % sur onze mois 2019) qu'en charcuterie (-2,6 % pour le jambon). Les modes de consommation et les produits consommés évoluent. La consommation hors domicile serait plus dynamique permettant de maintenir une quasi stabilité de la consommation globale de porc.

Les prix du porc devraient rester à des niveaux élevés en 2020. Les besoins de la Chine seront toujours très importants même si le commerce est perturbé depuis quelques semaines par l'épidémie de coronavirus. Les exportations devraient repartir à la hausse avec une concurrence américaine accrue sur le marché asiatique. Avec l'arrivée de la FPA aux frontières allemandes et françaises, la menace d'une propagation dans l'ouest de l'Europe est forte.

Volailles : le déficit commercial se creuse, la filière se mobilise

Abattages de volailles en Pays de la Loire (en tonnes)



La fin de l'année a confirmé le recul des abattages ligériens de volaille, à près de 6 %. Il est attribuable pour partie à l'arrêt de l'abattoir de Chantonay en mai 2018 et pour partie à un retrait de la demande dans toutes les espèces. Seul le poulet standard pour lequel les Français montrent un appétit toujours plus fort, fait exception. Au niveau français, les abattages toutes volailles confondues diminuent de 1,7 % et ceux de poulets de 0,4 %.

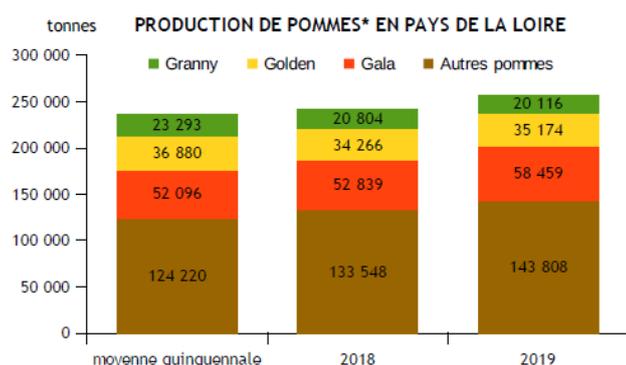
La consommation de volaille aurait augmenté de 1,7 %. Cependant, les achats des ménages se sont

réduits. C'est donc, de nouveau, le secteur de la restauration qui a été l'élément dynamique, entraînant une hausse de 1,5 % des importations. Les exportations ont faibli à destination de l'UE et des pays tiers. Le solde extérieur s'est dégradé de 57 000 tonnes en 2019 pour atteindre -200 000 tonnes et -351 M€.

L'obligation, pour les restaurants et cantines, de mentionner l'origine de la viande servie, est attendue au printemps prochain, avec l'objectif de contribuer à réorienter la consommation vers la viande produite en France et de limiter ainsi les importations.

De son côté, l'interprofession se mobilise. Son plan, intitulé Ambition 2025, vise à poursuivre la reconquête du marché intérieur en répondant aux attentes sociétales, notamment en matière de bien-être animal et nécessitera d'importants investissements dans les élevages. Ceci, dans un contexte incertain pour la filière où les risques économiques et sanitaires sont toujours présents. Un cas d'influenza aviaire H5N8 a été rapporté en Allemagne non loin de la frontière française alors que le Brexit et la pression des Etats-Unis pour ouvrir l'UE aux volailles américaines, génèrent des inquiétudes sur l'équilibre du marché européen.

Arboriculture : un marché contrasté selon les destinations et les variétés



* hors pommes à cidre

Source : SRISE d'après enquête SSP

En Pays de la Loire, la production de pommes est estimée en progression de 7 % cette année, en raison d'une légère augmentation des surfaces (+3 %) et des rendements. Au plan national, la hausse serait de l'ordre de 12 % selon les données ANPP. Sur un plan qualitatif, la canicule et la sécheresse ont pénalisé le calibre des variétés précoces, mais le taux de sucre est meilleur.

Le marché du grand export est très dynamique, notamment vers l'Asie et le Moyen-Orient (+32 % vers les Emirats Arabes Unis, +21 % vers l'Arabie Saoudite), mais les prix sont très bataillés. Vers l'Union européenne, qui disposait de stocks importants en début de campagne, les volumes exportés fléchissent de 6 % sur un an.

Sur le marché intérieur, après un démarrage difficile, la dynamique des ventes a repris dès décembre et surtout en janvier (mois record), probablement grâce aux premiers prix proposés sur les fruits de petit calibre.

Toutes variétés confondues, les prix moyens ont fléchi par rapport à ceux de 2018, en raison des caractéristiques qualitatives de l'offre (petit calibre, moindre coloration...). Par ailleurs, les variétés tardives ont souffert des conditions de récolte très pluvieuses, qui ont généré des écarts de tri conséquents, notamment en Pink Lady (40 à 50 %). Les volumes de fin de saison, qui jouent souvent un rôle important dans les résultats économiques, ne sont pas au rendez-vous. Le bilan financier de l'année s'annonce donc très tendu, voire déficitaire pour un certain nombre de producteurs.

Horticulture et pépinière : une bonne activité en pépinière en 2019 quand le bilan en horticulture apparaît plus mitigé

L'année 2019 a été marquée par une activité soutenue en pépinière. Les marchés publics, le retour au vert des collectivités, la reprise des constructions dynamisent le secteur. L'activité s'est poursuivie en fin d'année et début 2020, le climat étant propice. Certains articles viennent à manquer sur le marché. L'année 2020 devrait être bonne, boostée par un « non hiver » et les élections municipales qui favorisent la végétalisation.

Le bilan est tout autre en horticulture. La météo 2019 n'a pas favorisé les achats au printemps, période de grosse activité horticole. Les ventes à la Toussaint n'ont pas été catastrophiques et une bonne surprise est à noter sur la fin d'année avec une hausse des ventes de Poinsettia à Noël. Selon leur mix produit, les horticulteurs n'ont pas subi les mêmes pertes. Au-delà des facteurs climatiques qui impactent les ventes, des facteurs plus structurels expliquent les contre-performances. Le regain d'intérêt pour le

végétal est indéniable mais peu concrétisé par un acte d'achat. De plus, la consommation évolue : peu d'attrait pour les plantes à massif et fleuries proposées quand les plants potagers, le « prêt à poser », les plantes design, résistantes... ont le vent en poupe. Les entreprises horticoles en prennent conscience et cherchent des alternatives soit avec de nouveaux produits horticoles (travail sur la palette végétale) soit avec d'autres produits, comme par exemple les petits fruits.

Pour rester compétitif, moderniser les outils et mutualiser la mise en marché (l'acte de vente et la logistique) paraissent indispensables. L'enjeu du renouvellement reste prégnant pour garder une filière régionale dynamique. Enfin, un élément de marché positif pour la filière, le consommateur paraît de plus en plus sensible à l'origine française du produit horticole.

Légumes : les conditions météorologiques et le contexte concurrentiel pèsent sur les marchés

Selon Agreste, la production de radis disponible pour le marché progresse sensiblement en raison de la douceur hivernale qui stimule le développement végétatif. La demande est présente, mais le radis est

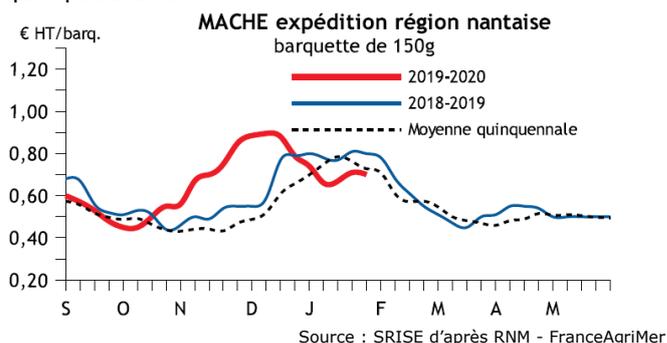
peu mis en avant dans les rayons primeur à cette période de l'année contrairement au printemps. Il est dans ces conditions difficile d'écouler tout le potentiel de production sur le marché national même si la

concurrence interrégionale est quasi inexistante. Les prix ont globalement été orientés à la baisse pendant le mois de janvier. Le cours moyen mensuel de janvier 2020 recule de 11 % par rapport à celui de janvier 2019 et de 21 % par rapport à la moyenne quinquennale.

Le marché du poireau d'automne-hiver s'est replié au cours de la deuxième quinzaine de janvier avec la réduction des actions promotionnelles et le repli de la demande. La douceur climatique et la vivacité de la concurrence en provenance de la Belgique, mais également de régions limitrophes comme la Bretagne et la Normandie pèsent aussi sur les cours. Les conditions de récolte sont par ailleurs rendues difficiles par l'engorgement des parcelles en eau. Le cours moyen mensuel de janvier 2020 recule de 28 % comparativement à celui de janvier 2019 et de 8 % par rapport à la moyenne quinquennale.

En mâche, le marché est tout juste à l'équilibre. Il bénéficie du contexte conjoncturel des marchés des autres salades (pas de surproduction), ce qui permet de limiter l'érosion des prix de la mâche. Ils reculent néanmoins de l'ordre de 13 % par rapport à janvier

2019 et de 7 % par rapport à la moyenne quinquennale.



Les marchés de l'oignon jaune et de l'échalote connaissent une dégradation très sensible des prix en janvier 2020 par rapport à janvier 2019 en raison du moindre dynamisme de la demande et de problèmes qualitatifs (oignon jaune). Le repli est moindre par rapport à la moyenne quinquennale.

Les acteurs de la filière tomate restent par ailleurs très vigilants en termes de précautions à l'égard du virus ToBRFV qui a été détecté il y a quelques jours, et pour la première fois en France, dans le Finistère.

Viticulture : faible récolte 2019

Le gel du printemps 2019 a fortement impacté la récolte dans le vignoble nantais. D'après les premières estimations publiées par Le Vigneron du Val de Loire, toutes appellations confondues, 265 000 hl ont été récoltés, soit près de la moitié seulement de la récolte 2018. En Muscadet, la récolte s'élève à environ 238 000 hl dont 185 000 hl en Muscadet Sèvre-et-Maine et 45 000 hl en Muscadet AOC. Les surfaces se maintiennent à 7 400 ha. Dans les fiefs vendéens (600 ha dont 423 ha en AOC), la récolte est également historiquement basse, elle s'élève à 10 900 hl pour l'AOC contre 22 300 hl en 2018.

En Anjou-Saumur, les volumes sont faibles en rouge et en blanc. La production s'élèverait à 800 000 hl de vins d'appellation, soit l'une des plus petites récoltes des dix dernières années, sur une surface de 17 500 ha (20 500 ha avec IGP et VSI). D'après l'Observatoire économique du Val de Loire, les achats du négoce cumulés au 31 janvier 2020 reculent de 14 % faute de demande pour le Muscadet Sèvre-et-Maine sur Lie, de 17 % pour le Crémant de

Loire, de 12 % pour le Rosé de Loire, de 29 % pour le Saumur fines bulles. La baisse atteint même 51 % pour le Saumur-Champigny. Les volumes de Cabernet d'Anjou se maintiennent (-2 %).

Le bilan export 2019 des vins de Loire dernier réalisé au 30 octobre par InterLoire est globalement positif pour les vins du Val de Loire et notamment pour le Muscadet, le Crémant, les rosés tendres de l'Anjou et l'Anjou rouge/Anjou village. Le marché de la grande distribution a par contre été plus compliqué en 2019, en légère baisse pour les fines bulles notamment le Saumur. Pour les vins tranquilles, les vins blancs et rosés du Val de Loire, reculant moins vite que les autres vignobles, maintiennent pour les premiers et confortent pour les seconds leurs parts de marché. La situation est par contre plus difficile pour les vins rouges Anjou-Saumur.

Le vin de Loire subit par ailleurs de plein fouet l'effet des sanctions américaines. La clientèle américaine demande en effet que la taxe de 25 % soit compensée par une baisse des prix de vente.



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»



Contacts Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Christine GOSCIANSKI	Tél. 02 41 18 60 57	Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr
Eliane MORET	Tél. 02 43 67 37 09	Mail : eliane.moret@pl.chambagri.fr
Pascale LABZAE	Tél. 02 43 29 24 28	Mail : pascale.labzae@pl.chambagri.fr